

SALVADOR

«Le retour en force du mouvement populaire au Salvador est extrêmement stimulant et encourageant; en même temps, sa croissance même nous fait craindre une augmentation de la répression gouvernementale.»

Céline Lamontagne, vice-présidente de la CSN, est rentrée le 5 décembre du Salvador. Elle y participait à la Mission de paix 1986, une initiative canadienne non gouvernementale, qui s'est rendue au Mexique, au Salvador, aux Nations Unies et à Ottawa entre le 21 novembre et le 4 décembre avec l'objectif de rendre le public et le gouvernement canadiens plus conscients de la situation actuelle au Salvador¹.

Cette situation, quelle est-elle? Mme Lamontagne explique d'abord que le mouvement populaire et syndical est devenu très important sur la scène politique: «L'Union nationale des travailleurs salvadoriens (UNTS), une très large coalition syndicale, a convoqué trois manifestations majeures depuis sa formation en février 1986. Par ailleurs, les communautés ecclésiales de base sont de plus en plus actives et critiques face au gouvernement. De plus, le tremblement de terre du 10 octobre dernier est venu exacerber les contradictions et a conscientisé encore davantage la population urbaine, car le gouvernement ne peut pas financer à la fois la guerre et la reconstruction.

LES CANADIENS SONT LÀ

Qu'advient-il de l'aide bilatérale canadienne au Salvador? On se rappelle que le gouvernement Mulroney l'avait renouvelée en 1984, après que le gouvernement Trudeau l'eut suspendue en 1981 pour violation des droits humains.

L'aide de l'ACDI prend la forme de fertilisants d'une valeur d'environ huit millions de dollars qui se sont vendus au Salvador sur le marché libre; l'argent de la vente doit financer des projets d'aide sociale que des ONG (organismes non gouvernementaux) salvadoriens sont invités à soumettre. Mais que se passe-t-il? Mme Lamontagne rapporte que peu de fertilisants ont été vendus jusqu'à présent; d'abord parce que ce n'était pas la saison, mais surtout parce que leur prix a été trop élevé avant d'être ramené à sa juste valeur. De sorte qu'on trouve encore peu d'argent dans le fonds spécial qui doit financer les projets.

Le véritable problème, cependant, n'est pas le manque d'argent: c'est le manque de projets! D'après Céline Lamontagne, plusieurs ONG salvadoriens ont refusé de soumettre des projets au fonds, de crainte que ces projets (d'assistance sociale aux personnes déplacées par la guerre ou aux sans-abris, par exemple) ne soient utilisés par le gouvernement salvadorien et les forces armées à des fins politiques.

Jusqu'à présent, il n'y aurait eu que cinq projets retenus par l'ACDI et le gouvernement salvadorien, qui a droit de regard sur la sélection. Lesquels? La Mission de paix n'a pas réussi à le savoir. C.J.

Ce qu'y a trouvé la Mission de paix canadienne, après sept ans de guerre.



San Salvador: le commerce se fait sur le trottoir

«Il y a de nombreuses accusations de détournement par le gouvernement de l'aide internationale (voir encart). Nous avons su, par exemple, qu'une cargaison de médicaments destinés à des hôpitaux civils pour soigner les victimes du séisme a été acheminée vers des hôpitaux militaires. De sorte que quelques jours avant que nous n'arrivions au Salvador, les sinistré-e-s du tremblement de terre avaient convoqué une manifestation de près de 60 000 personnes.»

L'une des revendications communes à tous les secteurs populaires, rappelle Mme Lamontagne, est la reprise du dialogue entre le gouvernement et le FMLN-FDR (la guérilla) pour mettre fin à la guerre et il ne fait pas de doute, selon elle, que si le mouvement continue à croître de la sorte, il pourrait exercer une pression déterminante sur la conjoncture.

La vice-présidente de la CSN craint cependant que la montée du mouvement populaire et syndical amène une intensification de la répression. D'après le rapport de la Mission de paix, les violations des droits humains ont déjà augmenté entre 1985 et 1986. Contrairement aux informations les plus répandues à ce sujet, en effet, le rapport souligne que le nombre d'assassinats de

civil-e-s est passé de 1 343 en 1985 à 1 567 en 1986; les arrestations de civil-e-s ont fait un bond de 385 à 1 083; quant au nombre de disparu-e-s, il est passé de 160 à 178 et celui des prisonnier-e-s politiques, de 664 à 1 088. Une hausse dans tous les cas².

Autre grande question: le dialogue entre le gouvernement Duarte et la guérilla se poursuivra-t-il? De plus en plus de forces sociales (Églises, universités, organisations professionnelles, etc.) réclament une solution politique à la guerre, qui dure depuis sept ans. La Mission de paix est cependant assez pessimiste sur les chances de reprise du dialogue: le gouvernement Duarte, rapporte Mme Lamontagne, ne montre aucune intention de poursuivre les discussions avec le FMLN-FDR. La délégation canadienne estime que Duarte, de même que les forces armées et l'administration Reagan, espèrent encore gagner militairement: environ 50 % du budget gouvernemental est attribué à la défense; l'armée nationale, qui comptait 12 000 hommes en 1979, en dénombre maintenant 50 000. Ils seront encore plus nombreux bientôt: une loi adoptée récemment rend le service militaire obligatoire. Voilà qui témoigne bien de la nature d'abord

CAROLINE JARRY

militariste du projet gouvernemental, sous son vernis démocratique.

Une chose est sûre: la situation économique empire et la population n'en peut plus. La Mission de paix écrit: «La guerre prolongée, la détérioration économique, la militarisation de la société, la répression politique, l'intervention étrangère, l'incompétence du gouvernement et le tremblement de terre du 10 octobre dernier...: la situation actuelle du Salvador contraste de façon saisissante avec les espoirs soulevés par les promesses d'élection de Duarte. (...) Dans un tel contexte de frustration, la possibilité

d'un vaste soulèvement populaire devient hautement probable.»

Caroline Jarry est journaliste-pigiste et familière avec le Salvador.

1. Avec quatre autres personnes: M. Meyer Brownstone, président d'Oxfam-Canada, récipiendaire du prix Pearson pour la Paix en 1986, M. Léonard V. Johnson, major-général à la retraite, Dr. John Savage, médecin, universitaire et homme politique de la Nouvelle-Écosse, et Mme Nancy Thede, ethnologue et consultante en développement international.

2. Les chiffres s'appliquent à la période de janvier à octobre pour 1985 et 1986.

PHILIPPINES

Un an après son arrivée à la présidence, comment juger de la performance de Cory Aquino?



Corazon Aquino

Février marque le premier anniversaire de l'accession à la présidence de Mme Corazon Aquino qui, le 25 février 1986, était propulsée à la tête de son pays par le «pouvoir populaire» après 20 ans de dictature de Ferdinand Marcos. Une des rares femmes cheffes d'État au monde, Mme Aquino a certainement amené un nouveau style de

leadership, caractérisé par une plus grande ouverture et une démocratie plus large. Toutefois, depuis un an, son gouvernement, amalgame d'éléments allant de l'extrême droite aux libéraux démocrates, a glissé de plus en plus vers la droite. Les liens de Mme Aquino avec le pouvoir populaire se sont relâchés alors qu'elle cédait aux pressions des éléments conservateurs, des militaires et des États-Unis.

MARIE BOTI

Mme Aquino a été fortement applaudie en novembre lorsqu'elle a finalement exclu de son Conseil des ministres le ministre de la Défense, Juan Ponce Enrile; de toute évidence, il avait été impliqué dans au moins une des trois tentatives de coup d'État qui s'étaient succédées en l'espace d'un mois. Enrile, qui avait occupé le même poste sous l'ancien dictateur Marcos, encourageait ouvertement l'opposition.

Mais le départ d'Enrile, au lieu d'affaiblir la tendance conservatrice au sein du Conseil, l'a plutôt renforcée. Sous les pressions de la droite, Mme Aquino a accepté la démission de ministres progressistes, comme le ministre du Travail Augusto Sanchez, en a permuté d'autres comme Aquilino Pimentel et René Saguisag, et a démis de leurs fonctions bon nombre de hauts fonctionnaires progressistes dans les gouvernements locaux. En même temps, elle a remplacé Enrile par Rafael Iletto, un homme coulé dans le même moule que son prédécesseur, diplômé de l'académie militaire de West Point aux États-Unis, grand ami des Américains et fervent partisan des solutions militaires. De plus, Fidel Ramos, chef d'état-major des Forces armées, a gagné en influence grâce à son rôle dans la mise en échec du coup d'État.

Constitution

Le peuple philippin misait sur une nouvelle constitution qui orienterait le pays vers la souveraineté nationale, une véritable réforme agraire et une industrialisation basée sur les intérêts du pays. Mais le projet de Constitution qui sera soumis au vote populaire le 2 février, malgré le progrès réel qu'il représente sur l'ancienne constitution, enchâsse une politique économique qui maintiendra le pays dans la dépendance face aux intérêts étrangers, et qui, à toutes fins utiles, laissera intactes les structures de pouvoir traditionnelles.

Dans son empressement à montrer sa bonne foi au Fonds monétaire international et à ses autres créanciers étrangers, le gouvernement s'est engagé à rembourser la totalité de sa dette extérieure. La Constitution prévoit le respect de toutes ces ententes, y compris celles conclues à l'époque par le régime Marcos. Or, à 26 milliards de dollars, cette dette extérieure est une des plus élevées au monde, quand on la compare au produit national brut du pays. Déjà, plus de 46% du PNB est consacré au remboursement de la dette, et cette proportion va en augmentant.

Cette orientation affecte toute la politique économique, l'axant sur la production des biens pour l'exportation afin de générer des revenus pour rembourser la dette. Même dans l'agriculture, l'accent est mis sur les grosses entreprises agro-alimentaires et la production de denrées comme le maïs jaune, qui sert à nourrir les animaux dans d'autres pays, alors que, dans plusieurs régions, la famine guette les familles paysannes philippines.

La Constitution permettra également à des intérêts étrangers de détenir jusqu'à 40% des parts dans les compagnies philippines, ce qui s'inscrit sensiblement dans la même tradition que la politique de Marcos. Même dans des secteurs vitaux comme les services publics, on facilite l'acquisition par

PHOTOS: PONO PRESSE